

Département des Hautes-Alpes
Arrondissement de Briançon
Commune de Saint-Crépin

2026/015

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers : 15
Présents : 8

En exercice : 13
Votants : 10

L'an deux mille vingt-six, le neuf mars, le Conseil municipal de la commune de Saint-Crépin, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire en Mairie,

Date de la convocation : **24 février 2026**

Présents : Jean-Louis QUEYRAS – Séverine FLACHAIRE – Elodie BERARD – David REY – Nathalie HURLIN – Adrien BLANC– Georgette MILLY – Cécile SARRASIN

Excusés :Patrick GELLAERTS – Philippe PANCOL – Marcelle PARIS – Aurélie AUMAGE – Léna ROMAN

Pouvoir :

Patrick GELLAERTS donne pouvoir à Jean-Louis QUEYRAS
Aurélie AUMAGE donne procuration à Cécile SARRASIN
Léna ROMAN donne procuration à David REY

Secrétaire de séance élue à l'unanimité : **Elodie BERARD**

Votes pour : 11
Votes contre : 0
Abstention : 0

Objet : Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint Crépin et mise en valeur patrimoniale et paysagère de la zone tampon de Montdauphin

Vu le Code du patrimoine, et en particulier son article L612-1 précisant que la zone tampon qui assure la protection du bien est délimitée en concertation avec les collectivités territoriales concernées puis arrêtée par l'Etat ;
Vu la Décision 32 COM 8B.31 du Comité du patrimoine mondial, lors de sa session du 2 au 10 juillet 2008, portant inscription sur la liste du patrimoine mondial des Fortifications de Vauban, bien en série national ;

Vu le décret du 19 août 2015 portant classement des abords de la place forte de Mont-Dauphin ;

Vu la délibération n°2023/059 du conseil municipal de Saint-Crépin en date du 30 juin 2023 approuvant le périmètre et la stratégie de protection de la zone tampon du site de Mont-Dauphin ;

Vu la délibération n°2023-176 du conseil communautaire de la CCGQ en date du 21 septembre 2023 approuvant le périmètre et la stratégie de protection de la zone tampon du site de Mont-Dauphin ;

Vu la délibération n°2024-217 du conseil communautaire de la CCGQ en date du 29 octobre 2024 pour complément à la révision de la zone tampon, périmètre et stratégie de protection – Inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO de la place forte de Mont-Dauphin,

Vu la délibération n°2024-218 du conseil communautaire de la CCGQ du 29 octobre 2024 du conseil communautaire de la communauté de communes du Guillestrois Queyras, lançant la prescription de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU de Saint-Crépin, Eygliers, Guillestre et Risoul ;

Vu la délibération n°2019/056 du conseil municipal en date du 28 juin 2019 approuvant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Crépin ;

Vu la délibération n°2024/066 du conseil municipal en date du 07 novembre 2024 approuvant la modification simplifiée n°1 Plan Local d'Urbanisme de Saint-Crépin ;

Vu la décision n°004378/KK PP du 11 septembre 2025 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale après examen au cas par cas de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes d'Eygliers, de Guillestre, de Risoul et de Saint-Crépin liée à la mise en valeur patrimoniale et paysagère de la zone tampon de Mont-Dauphin (05) ;

Vu la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue conformément à l'article L153-54 du Code de l'Urbanisme, au siège de la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras en date du 22 septembre 2025 et son procès-verbal ;

Vu la délibération du n°2025-233 du conseil communautaire de la CCGQ du 12 novembre 2025 décidant de ne pas réaliser d'évaluation environnementale sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes d'Eygliers, de Guillestre, de Risoul et de Saint-Crépin liée à la mise en valeur patrimoniale et paysagère de la zone tampon de Mont-Dauphin (05) ;

Vu la décision n°E25000107/13 du 17 novembre 2025 du Président du Tribunal Administratif de Marseille désignant Martine Marlois commissaire-enquêtrice ainsi que son suppléant Bernard Leterrier ;

Vu l'arrêté préfectoral 2025-DPP-CDD-86 relatif à l'enquête publique unique concernant le projet de création d'un périmètre délimité des abords des communes de Mont-Dauphin, Guillestre, Eygliers et Risoul ainsi que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU des communes d'Eygliers, Guillestre, Risoul et Saint-Crépin du 24 novembre 2025 ;

Vu l'enquête publique unique menée sur le projet de création d'un périmètre délimité des abords des communes de Mont-Dauphin, Guillestre, Eygliers et Risoul ainsi que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU des communes d'Eygliers, Guillestre, Risoul et Saint-Crépin qui s'est déroulée du lundi 15 décembre 2025 au vendredi 16 janvier 2026 inclus sur le territoire des communes de Mont-Dauphin, Eygliers, Guillestre, Risoul et Saint-Crépin;

Vu, le rapport et conclusions de la commissaire enquêtrice en date du 15 février 2026 ;

Vu, le dossier modifié transmis par la Communauté de communes du Guillestrois Queyras de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU des communes d'Eygliers, Guillestre, Risoul et Saint-Crépin en date du 15 février 2026 ;

Monsieur Le Maire rappelle que la procédure de Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité (DP-MEC) des PLU d'Eygliers, de Guillestre, de Risoul et de Saint-Crépin a été lancée le 29 octobre 2024 par délibération communautaire n°2024-218. Cette procédure est régie par les articles L. 153-54 à L. 153-59 du Code de l'urbanisme.

Cette procédure, conduite par le président de la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras (CCGQ), repose sur la présentation d'un projet d'intérêt général, qui est examiné par les personnes publiques associées et l'autorité environnementale (examen au cas par cas), puis mis à l'enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence, avant approbation. Il est rappelé que cette démarche est pilotée par la CCGQ en étroite concertation avec les communes et entièrement financée.

Monsieur Le Maire explique que cette procédure a fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint conformément à l'article L153-54 du Code de l'Urbanisme, au siège de la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras en date du 22 septembre 2025 à laquelle la commune était présente.

Une enquête publique unique avec le projet de création d'un périmètre délimité des abords des communes de Mont-Dauphin, Guillestre, Eygliers et Risoul s'est déroulée du 15 décembre 2025 au 16 janvier 2026.

La commissaire enquêtrice a rendu son rapport et ses conclusions le 15 février 2026.

Conformément à l'article R153-16 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU, modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête,

le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint a été soumis par la CCGQ à la commune de Saint Crépin en date du 16/02/2026 qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuvera la mise en compatibilité du plan et notifiera sa décision dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Considérant les conclusions motivées et l'avis favorable sans réserve de la commissaire enquêtrice ;

Considérant la déclaration de projet modifiée telle que transmise par la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras, emportant mise en compatibilité du PLU de Saint Crépin ;

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance de cette proposition et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint Crépin telle qu'annexée à la présente délibération, conformément aux articles L153-58 et R153-15 à R153-17 du Code de l'Urbanisme ;
- Demande à ce que l'instruction des dossiers s'en tienne à ce qui est écrit dans le règlement et que les services instructeurs n'alourdissent pas les contraintes pesant déjà sur le secteur,
- Autorise, conformément à l'article L153-59 du code de l'urbanisme, à transmettre la présente délibération et la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU à l'autorité administrative compétente de l'Etat. L'autorité administrative compétente de l'Etat, dispose d'un délai d'un mois à compter de cette transmission pour formuler les modifications qu'elle estime le cas échéant nécessaires d'apporter à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU. A défaut, à l'expiration de ce délai et sous réserve de la réalisation des autres modalités d'affichage et de publicité, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU deviendra exécutoire de plein droit.
- Précise que, conformément aux articles R153-20 et suivants du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée sur les lieux officiels de la mairie durant 1 mois minimum ; mention de cet affichage sera insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département, publiée ainsi que le document sur lequel elle porte, sur le portail national de l'urbanisme.

En outre, la présente délibération sera transmise à M. le Préfet des Hautes-Alpes ainsi qu'à la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras.
Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera tenu à disposition du public en mairie.

Annexes :

- Dossier finalisé de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint Crépin,
- Annexe des modifications apportées présentant les éléments modifiés entre le dossier porté à l'enquête et la version approuvée

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Le Maire,

Jean-Louis QUEYRAS

